

Le camp pro-démocratie de Hong Kong est vidé de sa substance : Qu'en reste-t-il, et quelle sera la prochaine étape ?

samedi 29 mai 2021, par [CHAU Candice](#) (Date de rédaction antérieure : 29 mai 2021).

Les ravages de la loi sur la sécurité nationale, les diktats de la prestation de serment, les emprisonnements et le chamboulement du système électoral ont laissé le camp de l'opposition pro-démocratique de Hong Kong en ruines.

Avec leurs membres clés en prison, en exil ou ayant abandonné l'activité politique en raison de l'environnement hostile, HKFP examine la situation actuelle des principaux partis et les obstacles qu'ils pourraient rencontrer à l'avenir.

Le Democratic Party

En tant que plus grand parti d'opposition de Hong Kong, le Democratic Party a vu au moins huit de ses anciens président.es et vice-président.es inculpé.es, placé.es en détention provisoire ou en prison, y compris le président-fondateur Martin Lee, qui a été condamné à une peine de prison de 11 mois, assorti d'un sursis de 24 mois, pour avoir organisé et participé à un rassemblement non autorisée en 2019.

- Lo Kin-hei, le président en exercice du parti, fait également l'objet de poursuites.

Suite à la décision de Pékin d'imposer une refonte drastique du système électoral, le Democratic Party est confronté à un dilemme, celui de décider s'il se présentera aux futures élections. Il n'a pas encore pris de décision, mais il semble qu'en ce qui le concerne, le régime de Pékin souhaiterait qu'il se présente.

- L'ancienne présidente du Democratic Party, Emily Lau, est catégorique sur le fait de ne pas se présenter. Elle affirme que se présenter contre la volonté du grand public serait un « suicide politique » pour le parti.

- Fred Li de son côté, homme politique chevronné et membre du parti, cherche à persuader le Democratic Party de présenter des candidats afin de maintenir son statut de parti politique.

Le Civic Party

Ce parti a été durement ébranlé. Trois des quatre législateurs destitués par le gouvernement en novembre dernier étaient membres du parti.

Au moins sept de ses conseillers de district ont démissionné du parti depuis mars, et quatre anciens membres ont été inculpés en vertu de la loi sur la sécurité nationale. Alvin Yeung, Kwok Ka-ki, Jeremy Tam et Shun Lee ont écrit une lettre ouverte appelant à la dissolution du parti, affirmant que le Civic Party « a achevé sa mission historique ».

Le parti n'a pas encore déclaré s'il présenterait des candidat.es aux futures élections.

Néo Démocrates

Ce parti a connu des démissions massives après qu'au moins quatre de ses conseillers de district aient quitté ses rangs.

Gary Fan, membre fondateur du parti et son premier législateur, a annoncé qu'il avait démissionné

des Neo Democrats et quitté la politique après avoir été placé en détention provisoire et accusé de « conspiration en vue de commettre un acte de subversion ».

Démocrates radicaux

Précédemment considérés comme les « radicaux » du Conseil législatif, la League of Social Democrats et People Power ont vu la majorité de leurs membres les plus éminents placés en détention provisoire ou condamnés à la prison.

- En dehors de son président, Raphael Wong, qui est en liberté sous caution pour répondre à de multiples accusations, les deux vice-présidents de la League of Social Democrats, Jimmy Sham et « Long Hair » Leung Kwok-hung, ainsi que le secrétaire général Avery Ng, sont en prison ou en détention provisoire.

- Par ailleurs, le président de People Power, Raymond Chan, est en détention provisoire depuis février, et le vice-président Tam Tak-chi est également détenu après avoir été arrêté par la police de sécurité nationale en septembre dernier pour avoir « prononcé des paroles séditeuses ».

Sécurité nationale

En juin 2020, le régime de Pékin a ajouté une très sévère loi sur la sécurité nationale à la mini constitution de Hong Kong. Cette nouvelle loi criminalise « *la subversion, la sécession, la collusion avec des forces étrangères et les actes terroristes* », qui sont définis de manière large pour inclure la perturbation des transports publics et d'autres infrastructures.

Demosisto, un parti politique fondé en 2016 par les militants Joshua Wong, Agnes Chow, Nathan Law, s'est auto-dissous le lendemain de la promulgation de la loi sur la sécurité nationale, suite à de multiples démissions dans ses rangs.

Certains militants qui n'étaient pas sous les verrous ont quitté Hong Kong, notamment les anciens législateurs auto-exilés Nathan Law et Ted Hui.

Le secrétaire à la sécurité de Hong Kong, John Lee, a déclaré que le gouvernement poursuivrait les délinquants en fuite aussi longtemps qu'ils vivraient.

Des hommes politiques accusés d'infractions à la loi sur la sécurité nationale ont également annoncé qu'ils quittaient la vie politique. Raymond Chan (People Power), Gary Fan (Neo Democrats), Alvin Yeung (Civic Party), Kwok Ka-ki (Civic Party), Jeremy Tam (Civic Party) et Eddie Chu figurent parmi les anciens législateurs ayant annoncé qu'ils ne participeraient pas à de futures élections ou à des évènements de cette campagne.

Prestation de serment

Outre la loi sur la sécurité nationale, le projet de loi sur la prestation de serment récemment adopté ajoute une autre exigence pour les personnalités pro-démocratie qui espèrent rester en politique.

En vertu d'un amendement adopté au début du mois de mai, les conseillers de district seront le dernier groupe à qui l'on demandera de prêter allégeance au gouvernement et de s'engager à respecter la Loi fondamentale servant de Constitution

Si près d'une douzaine de conseillers de district, tels que Jacky Lai, Carmen Lau et Yuen Ho-lun, ont démissionné après avoir refusé de prêter serment, d'autres, tels que les conseillers de district néo-démocrates restants, ont prévu de se conformer à cette nouvelle exigence.

Celles et ceux qui refusent de prêter serment seront déchu(e)s de leur mandat, mais même celles et ceux qui s'y plieront ne sont pas assurés de conserver leur siège.

En vertu de la nouvelle loi, le Secrétaire à la justice peut engager des poursuites contre un législateur ou un conseiller de district à tout moment de son mandat s'il est soupçonné d'avoir enfreint le serment.

Le camp pro-démocratie a remporté 388 des 479 sièges lors des élections des conseils de district de 2019, portant un coup dur au camp pro-Pékin. Il contrôle actuellement 17 des 18 conseils.

Réorganisation du système électoral

Après la loi sur la sécurité nationale et l'obligation de prêter serment, le camp pro-démocratie doit faire face à un autre obstacle : un système électoral remanié.

En mars, Pékin a adopté une loi visant à garantir que des « patriotes » gouvernent Hong Kong. Cette mesure réduit le nombre de sièges de l'assemblée législative qui sont démocratiquement élus au suffrage universel et introduit un comité de vérification chargé de pré-approuver les candidatures potentielles.

Le gouvernement de Hong Kong a déclaré que ce remaniement garantirait la stabilité et la prospérité de la ville.

Mais ces changements ont également suscité une condamnation internationale, car ils rendent presque impossible la présentation de candidats pro-démocratiques.

Si un démocrate décidait de se présenter, il inviterait la police de sécurité nationale à vérifier sa conduite antérieure.

Non seulement la police fournirait les résultats de la vérification des antécédents au comité de vérification des candidatures, mais des poursuites pourraient être engagées contre les candidats si des violations de la loi sur la sécurité nationale ont été constatées à cette occasion.

P.-S.

<https://hongkongfp.com/2021/05/29/explainer-hong-kongs-hollowed-out-pro-democracy-camp-whos-left-and-whats-next/>

Traduit de l'anglais par Dominique Lerouge